

Soutenir l'adhésion à l'UE et la coexistence interethnique dans les Balkans occidentaux

La mosaïque complexe que forme l'Europe résulte d'un long processus de développement économique et culturel. Si la plupart des pays de la région ont déjà rejoint l'Union européenne (UE), les autres poursuivent leur développement économique et social dans la perspective de y adhérer à l'avenir.

L'aide de la JICA en Europe se concentre sur le développement infrastructurel, sur l'amélioration de l'environnement naturel et sur l'essor du secteur privé. Dans la région des Balkans

occidentaux, notamment, marquée par les conflits interethniques consécutifs à l'éclatement de la Yougoslavie à la fin des années 1990 et au début des années 2000, il est essentiel d'instaurer des conditions propices à la coexistence des différents groupes ethniques et à la stabilité sociale. En Bosnie-Herzégovine, la JICA déploie des efforts en faveur de la coexistence interethnique. L'Agence a également commencé à déployer une aide bilatérale en faveur du Kosovo, qui a déclaré son indépendance en 2008.

Principales stratégies d'aide

Appui à la protection de l'environnement, au développement du secteur privé et à la consolidation de la paix

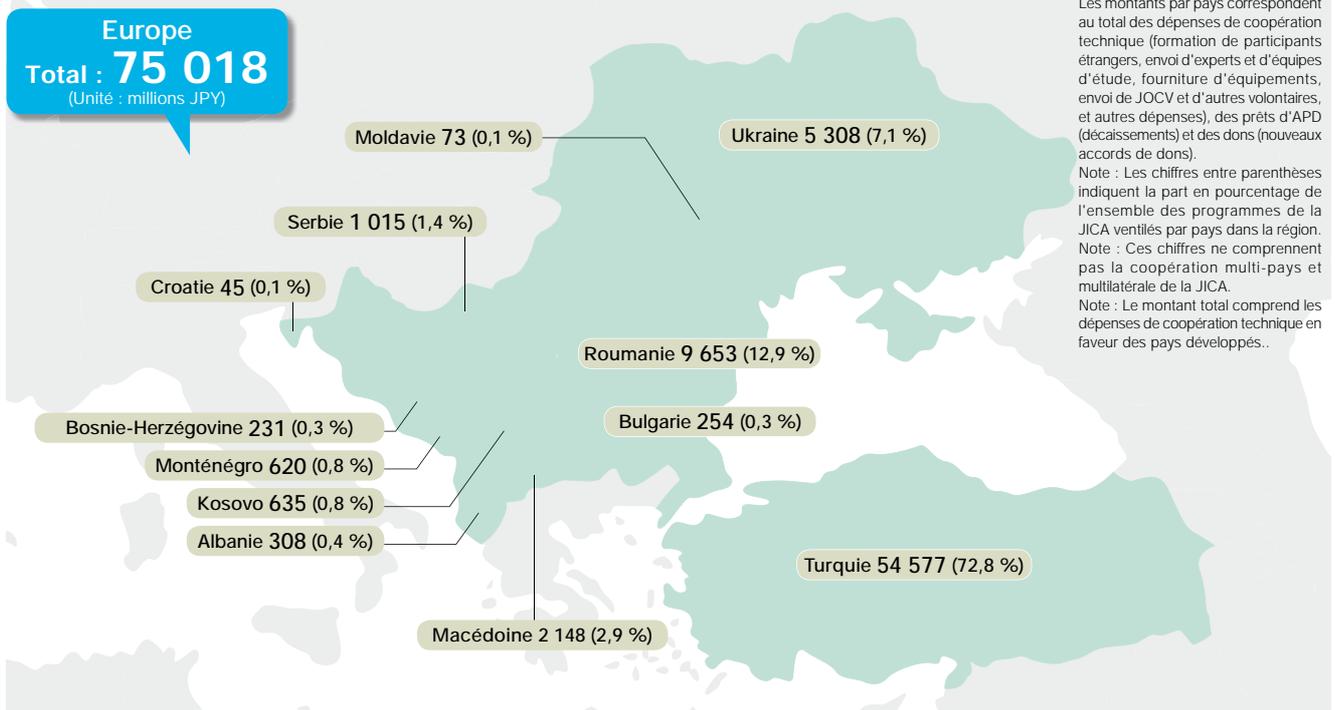
La JICA a démarré ses activités en Europe afin de soutenir les pays de l'ancien bloc de l'Est et les nouveaux États indépendants de l'ex-Union soviétique dans leur transition vers la démocratie et l'économie de marché, après le sommet du G7 de 1989.

Quand le traité de Maastricht sur l'Union européenne est entré en vigueur en 1993, les pays de l'ancien bloc de l'Est ont tenu à poursuivre leurs réformes socioéconomiques avec l'aide de la communauté internationale, dans le but d'intégrer ultérieurement l'UE. En 2004, les quatre pays de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie), les trois pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie), ainsi que la Slovénie, Malte et Chypre ont rejoint l'UE. En 2007, l'UE s'élargissait à la Roumanie et à la Bulgarie. Les nouveaux États membres de l'UE ont été retirés de la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le Comité d'aide au développement

(CAD) en 2006. Les projets de coopération technique en faveur d'États membres de l'UE ont pris fin au cours de l'exercice 2008 mais la coopération a été poursuivie pour les projets financés par des prêts d'APD et les activités de suivi.

La région des Balkans occidentaux – qui comprend les pays de l'ex-Yougoslavie et l'Albanie – s'est en partie relevée des conflits interethniques et des guerres civiles qui ont suivi l'éclatement de l'ex-Yougoslavie, durant les années 1990. Mais les pays de cette région demeurent confrontés à de nombreux défis, tels qu'un taux de chômage élevé et des tensions interethniques latentes. Pour pouvoir être acceptés au sein de l'UE, ils doivent poursuivre leurs efforts de développement économique et améliorer leur gouvernance. Si bon nombre d'entre eux ont atteint un niveau de développement équivalent à celui des économies nouvellement industrialisées

Programmes de la JICA en Europe (Exercice 2010)





(ENI), des efforts restent cependant à accomplir pour instaurer des conditions sociales stables, permettant la coexistence paisible des différents groupes ethniques, et pour prendre en compte les enjeux environnementaux, longtemps négligés.

La JICA se concentre sur l'amélioration de l'environnement et sur l'appui au développement du secteur privé, afin d'aider les pays de la région des Balkans occidentaux à progresser vers leur objectif d'adhésion à l'UE, tout en contribuant à la prise en compte des enjeux de portée mondiale. En Bosnie-Herzégovine, la politique et la société restent marquées par la ségrégation ethnique issue du conflit des années 1990. La JICA privilégie par conséquent les initiatives susceptibles d'encourager la coexistence des différentes communautés. Indépendamment depuis 2008, le Kosovo a noué des relations diplomatiques avec le Japon en 2009, et les gouvernements kosovar et japonais ont exprimé leur volonté de s'engager dans une coopération à l'avenir. Dans ce contexte, la JICA a inauguré son aide bilatérale en 2010 par l'envoi d'experts au Kosovo et par l'organisation de formations au Japon [→ voir l'étude de cas, page 76].

L'Ukraine et la Moldavie occupent une position géopolitique essentielle, à la jonction de l'UE et de la Russie. Ces deux pays poursuivent leurs efforts pour accélérer leur développement et accéder à l'indépendance économique. L'Ukraine, qui a subi de plein fouet les crises financière et économique ayant ébranlé la planète à la fin de 2008, a cruellement besoin qu'on l'aide à développer ses infrastructures et à attirer les investissements, afin de renforcer les bases de son économie. Avec un revenu national brut (RNB) par habitant de 1 590 USD (Banque mondiale 2009), la Moldavie est le pays le moins développé d'Europe. Elle a besoin d'une aide soutenue.

Bien qu'ayant atteint un niveau de développement plus enviable, la Turquie continue d'avoir besoin d'aide, surtout pour prendre en compte les enjeux environnementaux, corriger les disparités et mettre en œuvre la coopération Sud-Sud, qui est l'une des priorités de la coopération internationale.

Questions et actions prioritaires

■ Maximiser l'efficacité de l'aide pour aider les pays à s'affranchir plus rapidement de l'APD

Douze pays européens bénéficient actuellement d'une aide de la JICA. La coopération sous forme de dons arrive quasiment à son terme dans la région, sauf en Moldavie, en Ukraine et au Kosovo ; seuls des projets culturels, au niveau local et liés à la sécurité humaine sont encore en cours. La JICA entend poursuivre ses actions via la coopération technique et les prêts d'APD. En Roumanie et en Bulgarie, l'Agence octroie des prêts d'APD et met en œuvre des activités de suivi, tandis que les efforts en faveur de la Moldavie et du Kosovo continuent à s'appuyer sur la coopération technique et les dons.

Dans ses actions, la JICA entend capitaliser sur ses propres compétences et sur les atouts du Japon, tout en tenant compte des liens qu'entretient le pays bénéficiaire avec l'UE et de son aptitude à s'affranchir de l'APD à l'avenir. La JICA déploie une coopération



Depuis le conflit, les lycéens croates, serbes et bosniaques suivent des programmes scolaires différents en fonction de leur origine ethnique. Des progrès ont été accomplis via des expériences de cours sur les technologies de l'information (TI) utilisant un programme commun élaboré à partir de celui des lycées japonais (projet de modernisation des programmes d'enseignement de l'informatique en Bosnie-Herzégovine).



Projet de restauration de la confiance pour le développement des entreprises agricoles et rurales de Srebrenica (SACRED), Bosnie-Herzégovine : L'apiculture a repris après avoir cessé de nombreuses années, à cause du conflit. Cela nécessite des compétences très spécifiques que les habitants se transmettent entre eux. Ils ont commencé à expédier le produit de leur travail. Les légumes et les graines destinés à la vente sont produits dans des serres. La JICA apporte une assistance technique aux rapatriés pour les aider à percevoir un revenu.



technique très ciblée et privilégie les projets susceptibles d'être poursuivis localement grâce à des activités de formation et de suivi dans le pays bénéficiaire. Il importe par ailleurs de mener des projets capables de produire des résultats à l'échelle de la région.

Beaucoup de pays européens éligibles à des prêts d'APD affichent des performances équivalentes à celles des ENI. Dans ces pays, les projets bénéficiant de prêts d'APD concernent surtout l'amélioration de l'environnement, enjeu planétaire qui nécessite des efforts de longue haleine.

La JICA assure une coopération technique associée à des prêts d'APD et à des dons, tout en étudiant les possibilités de collaboration avec d'autres organismes d'aide et avec le secteur privé. Ces initiatives visent à maximiser l'impact de l'APD.

Démarrage du premier projet de coopération technique à grande échelle suite à l'indépendance

En janvier 2011, la JICA a initié une coopération dans le domaine de la gestion des déchets solides à Prizren, la deuxième ville du Kosovo. C'est le premier projet de coopération technique à grande échelle mis en œuvre dans ce pays, indépendant depuis 2008.



Les ordures déposées dans les terrains vagues et sur les berges de Prizren s'accumulent – la gestion appropriée des déchets est devenue une question urgente.

Améliorer le taux de collecte des ordures

Le Japon a reconnu le Kosovo en tant qu'État juste après son indépendance et établi des relations diplomatiques dès février 2009. En février 2011, 75 pays reconnaissent l'indépendance du Kosovo. L'accession à des organisations internationales, comme les Nations unies, constitue la prochaine étape diplomatique pour ce pays. Le Kosovo souhaite également adhérer à l'Union européenne, mais il doit respecter des critères environnementaux stricts pour y parvenir.

À cette fin, la JICA déploie des efforts visant à améliorer la gestion des déchets solides au Kosovo, le problème le plus sérieux auquel doit faire face le pays dans le secteur environnemental.

À Prizren, la plupart des déchets sont gérés par la collecte de conteneurs, disposés au coin des rues et dans des espaces ouverts, où les habitants déposent leurs ordures quand ils le veulent. Ces conteneurs sont ramassés par des camions-bennes et transportés dans des décharges. Mais les vieux quartiers de Prizren, quadrillés de nombreuses rues étroites, sont inaccessibles à ces camions. Les ordures doivent donc être ramassées à l'aide de tracteurs ou de charrettes. Par ailleurs, les conteneurs sont rapidement pleins et toutes les ordures qui n'y entrent pas sont déposées dans les zones avoisinantes, ce qui dégrade les conditions sanitaires.

Les volumes croissants de déchets solides associés au manque ou à la vétusté des équipements de collecte et à la forte croissance démographique de ces dernières années rendent

la gestion des déchets plus difficile que jamais, avec des taux de collecte des ordures urbaines atteignant à peine 50 %.

Introduction des systèmes japonais de collecte des ordures

Pour répondre à cette situation, la JICA a lancé un programme pilote pour la ville de Prizren et la zone montagneuse environnante. Le programme prévoit l'utilisation de sacs poubelles pour la collecte d'ordure à des lieux et à des moments fixes. La collecte d'ordure à des moments spécifiques permettra de contrôler le flot continu et anarchique d'ordures, ce qui devrait améliorer l'aspect général de la ville ainsi que ses conditions d'hygiène. Le projet devrait faire comprendre aux habitants l'importance du triage des déchets, ce qui facilitera à terme leur recyclage.

Dans cette optique, des conférences et des activités éducatives sur l'environnement sont prévues pour sensibiliser les habitants. Par ailleurs, des véhicules de petite et de moyenne taille, similaires à ceux utilisés au

L'accord de base sur le projet de coopération technique a été signé le 26 janvier 2011. L'aide au Kosovo a été mise en œuvre peu après.

Japon, seront fournis par une aide sous forme de don. Ces véhicules, capables d'assurer la collecte des déchets dans des rues étroites, émettront un son spécifique pendant leur tournée pour informer les habitants de leur passage.

L'objectif du projet est d'apporter une aide pratique en tirant parti de l'expérience japonaise en matière de gestion des déchets solides, contribuant ainsi à l'établissement d'un programme de gestion des déchets approprié au Kosovo, en commençant par faire de la ville historique de Prizren, qui tient une place à part dans le cœur des Kosovars, la ville la plus propre du pays, puis en étendant ces mesures au niveau national.

Vu par le représentant officiel du pays partenaire

Edon Cana

Membre du ministère kosovar de l'Intégration européenne

L'aide japonaise a été très bien perçue, non seulement par les habitants de la région cible du projet, mais par l'ensemble du pays. La méthode qui consiste à développer un système incluant la capacité politique afin de contribuer à l'amélioration du niveau de vie des habitants locaux, plutôt que de se contenter de fournir des équipements et du matériel, est extrêmement importante, car elle renforcera l'autonomie du pays pour la poursuite de son développement.

Vu par notre expert

Yumi Yasuda

Conseiller pour la coordination de l'aide japonaise

Ce projet est à même de contribuer directement à la santé et au bien-être de la population exposée quotidiennement aux difficultés sociales et politiques. Je souhaite déployer tous les efforts possibles pour qu'à court terme, chaque citoyen puisse vivre une vie meilleure.



Aide globale à la prévention des catastrophes basée sur la technologie et les connaissances japonaises

Le séisme qui a touché Marmara, en Turquie, en 1999 a fait plus de 17 000 victimes et provoqué des dégâts gigantesques. Le Japon a apporté une aide massive par l'envoi de matériel et d'équipes japonaises de secours d'urgence (JDR), de spécialistes en construction de logements temporaires et par l'octroi d'un prêt d'APD (d'un montant de 23,6 milliards JPY) afin de venir en aide aux victimes. La région de Marmara, qui comprend Istanbul, est considérée comme une zone à risque susceptible d'être touchée dans un avenir proche par un séisme de forte amplitude, la coopération dans le domaine de la prévention des catastrophes est donc de toute première importance.



Les principaux ponts d'Istanbul ont été renforcés pour mieux résister aux séismes.

Soutien au renforcement des capacités du réseau d'observation des séismes et pour l'amélioration de la recherche

Afin de minimiser les dommages causés par les séismes à Istanbul, le principal centre d'activités sociales et économiques de la Turquie, la JICA met en œuvre un ensemble de mesures de coopération.

Ces mesures comprennent des activités de coopération technique et la fourniture de matériel pour l'observation et l'ingénierie sismique de 1993 à fin 2000, ainsi que le transfert de technologies pour l'établissement d'un programme de prévention des catastrophes à Istanbul. En outre, depuis 2003, une série de projets de coopération technique sont mis en œuvre. Ils sont centrés sur l'organisation de séminaires au niveau local par des consultants à court terme et sur des formations au Japon pour les parties concernées. L'objectif est de sensibiliser les responsables administratifs, tels que les maires et les gouverneurs de province, à la prévention des catastrophes. Cette initiative a été très appréciée par la population turque.



Les participants au projet de coopération visitent des écoles élémentaires de la région où ils expliquent le projet et échangent leurs points de vue sur l'éducation à la prévention des catastrophes avec des enseignants, des parents et des élèves.

Travaux de renforcement sismique pour la protection des infrastructures urbaines

Parallèlement, en 2002, la JICA et le gouvernement turc ont signé un accord de prêt d'APD à hauteur de 12 022 milliards JPY, pour les travaux de renforcement sismique des ponts et des structures élevées construites dans le Bosphore. Le projet, qui tire parti des atouts japonais en matière d'ingénierie, introduit le concept d'« isolation sismique » pour la première fois en Turquie.

Premier projet spécial d'éducation à la prévention des catastrophes

Le projet d'éducation à la prévention des catastrophes dans les écoles a commencé en janvier 2011 et il a pour objectif le développement des capacités des professeurs à enseigner la prévention des catastrophes et la création d'un système destiné à promouvoir la prévention des catastrophes naturelles dans tous les cursus scolaires du pays.

Le principal volet de ce projet, la mise en place d'un système de formation pour les professeurs turcs, permet d'étendre l'éducation à la prévention des catastrophes à travers tout le pays. Cette approche consistant à développer l'éducation à la prévention des catastrophes puis à l'étendre via le système éducatif public est également inédite pour la JICA. Le projet vise les écoles élémentaires et secondaires de huit provinces de la région de Marmara et de deux provinces voisines qui ont été affectées par le séisme de Marmara et qui sont fortement susceptibles d'être touchées par un nouveau séisme.

Au cours de la première phase du projet, en mars 2011, dix professeurs d'université et membres du ministère de l'Éducation nationale, chargés d'élaborer un programme de formation pour les professeurs turcs,

se sont rendus au Japon. Cette visite leur a permis de se familiariser avec l'expérience japonaise sur les méthodes d'éducation à la prévention des catastrophes, en se basant sur les enseignements tirés du séisme de Kobe, un tremblement de terre d'une magnitude de 7,2 qui a fait près de 6 000 victimes en 1995. Tirant parti des résultats de cette formation, les efforts se concentrent désormais sur l'établissement d'un programme et d'une équipe d'instructeurs pour former les professeurs à la prévention des catastrophes.

Le grand séisme du 11 mars 2011 au nord-est du Japon

Le 21 mars 2011, une équipe de secours turque composée de 32 personnes s'est rendue à Shichigahama, dans la préfecture de Miyagi, pour une durée d'environ trois semaines afin d'aider à enlever les gravats et de rechercher des personnes disparues. Les témoignages des habitants locaux ont été très positifs. La Turquie a également envoyé une grande quantité de matériel de secours.

Le tremblement de terre de mars 2011 a renforcé la relation d'amitié établie au fil des nombreuses années de coopération entre le Japon et la Turquie. La JICA entend poursuivre la coopération avec la Turquie dans le domaine de la prévention des catastrophes.

Vu par notre homologue

Yurt Necati
Directeur de section,
ministère de
l'Éducation nationale,
département formation
des professeurs
(Chef de projet/
chef d'équipe)



Le travail de collaboration entre le département formation des professeurs et la JICA vise à renforcer les connaissances et les compétences sur la prévention des catastrophes des administrateurs, des professeurs, des élèves et des parents de 80 écoles pilotes des régions cibles du projet. Nous conjuguons nos efforts pour élaborer un programme plus complet sur la prévention des catastrophes pour ces écoles et d'autres encore.

L'objectif du projet est de créer des « plans modèles pour la prévention des catastrophes dans les écoles », tout en améliorant les contenus pédagogiques et les programmes utilisés actuellement dans les écoles élémentaires. Par ailleurs, plusieurs organisations coopèrent pour former des éducateurs dans les domaines de l'éducation à la prévention, de la gestion de la prévention et de l'atténuation des catastrophes. Les éducateurs ainsi formés seront amenés à jouer un rôle central dans la région. À terme, l'un des objectifs principaux du projet sera de sensibiliser l'ensemble de la population turque à la prévention des catastrophes.

Nous souhaitons remercier l'ensemble des personnes qui ont travaillé sur ce projet et plus particulièrement la JICA